



**Conseil économique  
et social**

Distr.  
GÉNÉRALE

TRADE/CEFACT/2004/24  
8 mars 2004

FRANÇAIS  
Original: ANGLAIS

COMMISSION ÉCONOMIQUE POUR L'EUROPE

COMITÉ POUR LE DÉVELOPPEMENT DU COMMERCE,  
DE L'INDUSTRIE ET DE L'ENTREPRISE

Centre pour la facilitation du commerce et les transactions  
électroniques (CEFACT-ONU)

Dixième session, 17-19 mai 2004

Point 8 de l'ordre du jour provisoire

**RAPPORT SUR LE PROJET D'ASSISTANCE TECHNIQUE  
DE LA RÉPUBLIQUE TCHÈQUE ET DE LA CEE DANS  
LE DOMAINE DE LA FACILITATION DU COMMERCE**

Présenté par le secrétariat\*

Document d'information

\* Le secrétariat et la délégation tchèque rendent compte à la Plénière de la dernière phase du projet intitulé «Soutien des mesures de facilitation du commerce et mise en œuvre d'EDIFACT-ONU dans certains pays d'Europe orientale». Le Gouvernement tchèque finance ce projet dans le cadre de son Plan d'assistance bilatérale au développement depuis 1997. Le Ministère tchèque de l'industrie et du commerce et la CEE ont proposé que le projet soit prolongé jusqu'en 2005.

Le projet conjoint d'assistance technique de la CEE et de la République tchèque intitulé «Soutien des mesures de facilitation du commerce et mise en œuvre d'EDIFACT-ONU dans certains pays d'Europe orientale» est exécuté depuis 1997 et la Plénière du CEFACT-ONU est régulièrement informée des activités et des résultats.

Ce projet a pour objet principal d'aider les pays bénéficiaires de la manière suivante:

- En créant des liens entre les représentants des administrations publiques et des institutions compétentes et le secteur privé, pour les sensibiliser à la facilitation du commerce et au commerce électronique, et contribuer à une prise de conscience de la coopération nécessaire pour mettre en œuvre des mesures dans ces domaines;
- En créant des organismes ou des mécanismes nationaux de facilitation du commerce pour coordonner les efforts de facilitation du commerce dans les pays (conformément à la Recommandation n° 4 du CEFACT-ONU);
- En contribuant à l'application de mesures de facilitation du commerce dans les pays bénéficiaires, notamment en leur présentant des exemples pratiques de ce qui se fait en République tchèque, dans d'autres pays bénéficiaires ou ailleurs.

La première série de pays bénéficiaires comprenait l'Ukraine, le Bélarus, la Lituanie et la Lettonie. La coopération avec les partenaires des pays baltes n'a pas été très approfondie en raison des contraintes nationales auxquelles ceux-ci devaient faire face; ils ont néanmoins indiqué les uns et les autres qu'ils étaient prêts à reprendre leur participation si les conditions le permettaient. C'est en Ukraine et au Bélarus que les meilleurs résultats ont été obtenus; ce qui a permis à des experts de ces pays, en collaboration avec ceux de la CEE et de la République tchèque, de prendre part aux activités menées dans des pays qui se sont associés par la suite au projet, tels que la République de Moldova et l'Ouzbékistan, en attendant de travailler dans d'autres pays d'Asie centrale ou du Caucase.

Les principales activités réalisées en 2003 ont été:

- Un séminaire sur la facilitation des échanges et le commerce électronique en Ouzbékistan (Tachkent, février 2003), avec des intervenants de la CEE et de la CNUCED, de la République tchèque et d'Ukraine;
- Un atelier de formation à l'occasion de la Plénière du CEFACT-ONU (Genève, mai 2003), avec la participation de représentants de la CEE, du Bélarus, de la République de Moldova, de l'Ouzbékistan, de la République tchèque et de l'Ukraine;
- Un séjour d'étude destiné à des experts ukrainiens, consacré à des questions de transport et au cadre législatif pour le commerce électronique/l'administration en ligne (Prague, juillet 2003);
- Un séjour d'étude destiné à des spécialistes ouzbeks, portant principalement sur l'expérience tchèque en matière douanière et sur le cadre législatif pour le commerce électronique/l'administration en ligne (Prague, août 2003);

- Une contribution au Premier sommet national ouzbek sur les technologies de l'information et de la communication (Tachkent, septembre 2003), avec la présentation du projet par la CEE et la CNUCED lors de la Plénière consacrée aux donateurs, la description de l'expérience tchèque à l'occasion de la table ronde sur le commerce électronique, et une participation aux débats;
- La participation à la cinquième Conférence internationale «Transports, logistique et stockage, 2003» (Kiev, octobre 2003) et à la table ronde à laquelle ont ensuite participé des intervenants de la République tchèque;
- Un séjour d'étude destiné à des spécialistes ouzbeks pour les familiariser avec l'expérience tchèque en matière de services juridiques concernant la facilitation du commerce pour les petites et moyennes entreprises (Prague, octobre 2003);
- Une assistance et la participation à la cinquième Conférence internationale sur le commerce électronique dans les pays d'Europe orientale et pays de la CEI (Minsk, novembre 2003), avec des intervenants de la CEE et de la CNUCED, de la République tchèque et d'Ukraine;
- Un séminaire sur la facilitation du commerce et l'expérience tchèque dans le domaine de l'administration douanière et des normes internationales, avec des intervenants de la République tchèque et de la République de Moldova (Chisinau, décembre 2003);
- Un séjour d'étude destiné à une experte biélorusse, pour la familiariser avec le fonctionnement de deux marchés électroniques en République tchèque et avec l'expérience de l'organisme tchèque de facilitation du commerce (FITPRO) (Prague, décembre 2003);
- La préparation de missions de lancement du projet au Kazakhstan et en Arménie.

## **Conclusion**

Les bénéficiaires apprécient vivement la contribution du projet à leurs efforts en matière de facilitation du commerce et de commerce électronique et, en particulier, l'assistance de la CEE et de la République tchèque.

De son côté, le Gouvernement tchèque continue d'être satisfait des résultats du projet, comme en témoigne son engagement sans cesse renouvelé d'affecter des fonds d'aide au développement aux activités relevant du projet. En décembre 2003, il avait déjà décidé d'allouer les ressources nécessaires à la poursuite du projet en 2004.

-----